

**DAHIR N°1-57-187 du 24 Joumada II 1383
(12 Novembre 1963) portant statut de la mutualité
B.O N°2666 du 29 Novembre 1963 page 1842 à 1846**

**LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de S.M. le ROI HASSAN II)**

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !
Que notre Majesté Chérifienne,
Vu la constitution promulguée le 17 Rejeb 1382 (14 Décembre 1962)

A DECIDE CE QUI SUIIT :

TITRE 1er

DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1er

Définition, composition et constitution des Sociétés.

ARTICLE PREMIER : Les sociétés mutualistes sont des groupements à but non lucratif qui, au moyen de cotisation de leurs membres, se proposent de mener dans l'intérêt de ceux-ci ou de leur famille, une action de prévoyance, de solidarité tendant à la couverture des risques pouvant atteindre la personne humaine.

ARTICLE 2 : Les associations ou groupements de toute nature qui répondent à la définition donnée à l'article premier ci-dessus doivent se placer sous le régime des sociétés mutualistes prévu par le présent dahir.

Les sociétés mutualistes agricoles régies par le dahir du 17 Safar 1339 (30 Octobre 1920) sont dispensées de cette obligation.

ARTICLE 3 : Les sociétés mutualistes peuvent être composées de membres participants et de membres honoraires.

Sont membres participants les personnes qui, par le versement d'une cotisation, acquièrent personnellement ou font acquérir aux membres de leur famille, vocation aux avantages sociaux.

Sont membres honoraires les membres qui paient une cotisation, font des dons ou ont rendu à la société des services équivalents sans bénéficier des avantages sociaux. Les personnes morales peuvent être membres honoraires.

Les mineurs peuvent faire partie des sociétés mutualistes sans l'intervention de leurs représentants légal.

Les sociétés mutualistes ne peuvent instituer des avantages particuliers en faveur de certains membres participants s'ils ne sont pas justifiés, notamment, par les risques supportés, les cotisations fournies ou la situation de famille des intéressées.

ARTICLE 4 : Les statuts adoptés par l'ensemble constitutive doivent être déposés, contre récépissé, au Ministère du Travail et des Affaires Sociales et au Ministère des Finances, accompagnés d'un plan financier de trois ans.

L'approbation ou le refus d'approbation fait l'objet d'un arrêté conjoint du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales et du Ministre des Finances, cet arrêté doit intervenir dans le délai de trois mois à compter de la date du dépôt des statuts.

Toutefois, les statuts sont considérés comme approuvés si, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt, l'approbation n'a pas été expressément refusée.

ARTICLE 5 : Les statuts déterminent :

- 1)- Le siège social qui doit être situé au Maroc;
- 2)- L'objet de la société;
- 3)- Les conditions et les modes d'admission, de radiation et d'exclusion des membres participants et des membres honoraires;
- 4)- La composition du conseil d'administration, le mode d'élection de ses membres, la nature et la durée de leurs pouvoirs, les conditions du vote à l'assemblée générale et du droit pour les membres de s'y faire représenter;
- 5)- Les obligations et les avantages des membres participants ou de leur famille;
- 6)- Les conditions de la dissolution de la société et de sa liquidation.

Un arrêté conjoint du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales et du Ministre des Finances, pris après avis du conseil supérieur de la mutualité, institué par l'article 45 du présent dahir, établira des statuts-type et déterminera les dispositions de ces statuts-type qui ont un caractère obligatoire.

ARTICLE 6 : L'approbation ne peut être refusée que dans les deux cas suivants :

- 1)- Lorsque les statuts ne sont pas conformes aux dispositions de la loi ou aux dispositions obligatoires des statuts-type visées à l'article qui précède;
- 2)- Lorsque l'équilibre financier semble ne pouvoir être atteint.

ARTICLE 7 : Aucune société mutualiste ne peut fonctionner avant que ses statuts aient été approuvés dans les conditions prévues par l'article 4.

Il est interdit à des groupements n'entrant pas dans le cadre du présent dahir, de faire usage, dans leurs statuts, règlements, contrats, prospectus, affiches ou tous autres documents, de toute appellation susceptible de faire naître une confusion avec les sociétés mutualistes.

ARTICLE 8 : Les dispositions des articles 4, 5 et 6 sont applicables aux modifications statutaires. Celles-ci ne peuvent entrer en vigueur qu'après approbation conjointe du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales et du Ministre des Finances.

ARTICLE 9 : Les sociétés mutualistes peuvent être reconnues d'utilité publique par dahir pris après avis du conseil supérieur de la mutualité. Ce dahir peut être abrogé dans les mêmes formes si l'administration ou la gestion de la société motive une telle sanction.

ARTICLE 10 : Les membres honoraires et participants de la société se réunissent en assemblée générale au moins une fois par an, à l'effet, notamment, de se prononcer sur le compte rendu de la gestion morale et financière du conseil d'administration et de procéder à l'élection, au bulletin secret, des administrateurs et des membres de la commission de contrôle prévues à l'article 14 ci-après, dans les conditions fixées par les statuts.

L'assemblée générale est obligatoirement appelée à se prononcer sur les modifications aux statuts, sur la dissolution de la société ainsi que sur la fusion avec une autre société. Le droit de vote appartient à chacun des membres de la société, âgés de 18 mois au moins.

Les statuts peuvent prévoir que les sociétaires valablement empêchés d'assister à l'assemblée générale peuvent voter par procuration ou par correspondance.

Les sociétés mutualistes qui, en raison de leur effectif ou de l'étendue de leur circonscription, n'ont pas la possibilité de réunir tous leurs membres en assemblée générale, peuvent organiser des sections locales de vote. Dans ce cas, l'assemblée est composée des délégués élus par ces sections.

ARTICLE 11 : L'administration d'une société mutualiste ne peut être confiée qu'à des Marocains âgés de 21 ans au moins, non déchu de leurs droits civils et politiques.

Les administrateurs ne peuvent être élus que parmi les membres participants ou honoraires. Le conseil d'administration doit être composé, pour les deux tiers au moins, de membres participants. Il est renouvelé par fractions, dans un délai maximum de six ans, dans les conditions fixées par les statuts conformément à l'article 5 du présent décret.

Le conseil d'administration peut déléguer sous sa responsabilité, partie de ses pouvoirs, soit à une ou plusieurs commissions temporaires ou permanentes de gestion, dont les membres sont choisis parmi les administrateurs.

ARTICLE 12 : Les fonctions de membres du conseil d'administration sont gratuites.

Toutefois, les administrateurs peuvent être remboursés de leurs frais de déplacement et de séjour.

ARTICLE 13 : Il est interdit aux administrateurs de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect, dans une entreprise ayant traité avec la société ou dans un marché passé avec celle-ci. Il leur est également interdit de faire partie du personnel rétribué par la société ou de recevoir à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, des rémunérations à l'occasion du fonctionnement de la société ou du service des avantages statutaires.

Les membres de la société peuvent faire partie du personnel rétribué par celle-ci. Ils ne peuvent, dans ce cas, être élus aux fonctions d'administrateurs ou de membres de la commission de contrôle.

Le démarchage ainsi que l'emploi de courtiers rémunérés sont interdits aux sociétés mutualistes.

ARTICLE 14 : Une commission de contrôle, composée au moins de trois membres de la société non administrateurs, est élue, chaque année, en assemblée générale, en séance secrète. Elle soumet un rapport sur la gestion comptable de la société, à l'assemblée générale suivante. L'assemblée générale peut adjoindre à cette commission, un ou plusieurs commissaires aux comptes, non administrateurs, qui peuvent être choisis en dehors des membres de la société.

En outre, la commission de contrôle des sociétés mutualistes créées par les administrations publiques et des services publics concédés, doit comprendre obligatoirement un représentant de l'Etat désigné par le Ministre des Finances.

CHAPITRE II
CHAPITRE CIVILE
SECTION I

Actes d'administration - acquisitions et cessions à titre onéreux ou à titre gratuit

ARTICLE 15 : Les sociétés mutualistes peuvent recevoir et employer les sommes provenant des cotisations des membres honoraires et participants, ainsi que toutes autres recettes, régulières, prendre des immeubles à bail, et généralement, faire tous actes de simple administration. Elles ne peuvent vendre ou échanger les immeubles qu'elles sont autorisées à posséder, par application des dispositions du présent dahir, qu'après autorisation préalable du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales et du Ministre des Finances.

Elles ne peuvent pas emprunter sauf dans le cas prévu par l'article 36; elles peuvent participer financièrement aux réalisations des unions et fédérations auxquelles elles sont affiliées et ce dans la limite des fonds disponibles.

ARTICLE 16 : L'acquisition et la construction, par les sociétés mutualistes, d'immeubles nécessaires au fonctionnement de leurs services d'administration, sont subordonnées à une autorisation préalable du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales et du Ministre des Finances. La même autorisation est requise pour l'exécution de travaux de nature à agrandir ou à modifier la destination de l'immeuble.

ARTICLE 17 : Les sociétés mutualistes peuvent recevoir des dons et legs, mobiliers et immobiliers. L'acceptation de ces libéralités est soumise à autorisation du Ministre délégué au travail et aux Affaires Sociales et du Ministre des Finances.

Article 18 : Les sociétés mutualistes sont valablement représentées en justice par leur président ou un délégué ayant reçu du conseil d'administration mandat spécial à cet effet et peuvent obtenir l'assistance judiciaire.

SECTION II

Placements des fonds - Gestion financières

ARTICLE 19 : Les disponibilités des sociétés mutualistes peuvent être déposées à la Caisse d'Epargne Nationale, en compte courant aux chèques postaux, à la Trésorerie Générale et à la Caisse de dépôt et de gestion.

ARTICLE 20 : Les fonds sont placés :

- 1)- En titres et valeurs du Trésor et assimilés, émis par l'Etat;
- 2)- En titres et valeurs amis par les collectivités et organismes bénéficiant de la Garantie de l'Etat;
- 3)- En prêts aux collectivités publiques;
- 4)- En acquisitions d'immeubles bâtis et entièrement achevés dans la limite de 25% de l'actif. Les immeubles doivent être situés au Maroc.

Toutefois, des dérogations aux placements énumérés ci-dessus peuvent être autorisées par le Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales.

ARTICLE 21 : Les placements sont décidés par le conseil d'administration de la société, lequel doit conformer aux maximum fixés par l'assemblée générale.

Il est interdit aux administrateurs de recevoir à l'occasion d'un placement, une commission, rémunération ou ristourne, sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 22 : Les excédents annuel de recettes sont affectés à raison de 50% à la constitution d'un fond de réserve. Le prélèvement cesse d'être obligatoire quand le montant du fond de réserve atteint le total des dépenses effectués pendant l'année précédente et qui sont effectivement à la charge de la société.

La fraction de l'actif correspondant au montant du fond de réserve doit être en totalité employée dans les conditions prévues aux articles 19 et 20.

Les 50% restant des excédents annuels de recettes sont affectés conformément aux clauses des statuts.

ARTICLE 23 : Les sociétés mutualistes doivent se conformer, pour la tenue de leur comptabilité, aux règles fixées par un arrêté du Ministre des Finances pris après du conseil supérieur de la mutualité.

ARTICLE 24 : Indépendamment des dispositions ci-dessus prévues, les sociétés mutualistes effectuant des opérations d'assurances doivent se conformer aux règles en vigueur en la matière.

CHAPITRE II

Contrôle - Sanctions -

ARTICLE 25 : Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés mutualistes doivent adressées au Ministre délégué au travail et aux Affaires Sociales et au ministre des Finances, dans les formes qu'ils détermineront par arrêté conjoint, un état de leurs effectifs, de leurs placements de fond, de leurs recettes et dépenses, y compris celles des établissements, oeuvres ou services créés par elles.

Le ministre des Finances peut faire procéder au contrôle sur place des opérations des sociétés mutualistes, soit de sa propre initiative, soit sur la demande du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales.

Les sociétés mutualistes sont tenues de communiquer aux fonctionnaires et agents chargés du contrôle sur pièces et sur place, leurs livres, registres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature.

ARTICLE 26 : Le Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales et le Ministre des Finances peuvent, en cas d'irrégularité grave constatée dans le fonctionnement d'une société mutualiste, confier, par arrêté conjoint motivé, les pouvoirs dévolus au conseil d'administration, à un ou plusieurs administrateurs provisoires qui doivent provoquer de nouvelles élections dans un délai de trois mois.

ARTICLE 27 : Le Ministre délégué au Travail et aux affaires Sociales et le Ministre des Finances peuvent en cas d'infraction à la loi et aux statuts, ou si l'équilibre financier est compris ou semble ne pouvoir être atteint retirer l'approbation aux statuts prévue par l'article 4 du présent dahir, par arrêté conjoint motive, après avis du conseil supérieur de la mutualité.

A dater de la publication de l'arrêté portant retrait d'approbation, le fonctionnement de la société est suspendu. La liquidation s'opère conformément aux prescriptions de l'article 31 du présent dahir.

ARTICLE 28 : Sont passibles d'une amende de 10 à 240 dirhams et, en cas de récidive, de 20 à 480 dirhams :

1)- Toutes les personnes qui, à quelque titre que ce soit, participent à l'administration d'un groupement soumis au présent dahir et fonctionnant sous la domination de société mutualiste, sans que ses statuts aient été approuvés dans les conditions de l'article 4 du présent dahir;

2)- Les présidents, les administrateurs ou directeurs des sociétés mutualistes qui se rendent coupable d'infraction aux articles 3 (dernier alinéa) 11,12, 13, 15, 16, 21 (alinéa 2) et 39 du présent dahir et des textes pris pour l'application de ses dispositions.

Le tribunal peut, en outre, prononcer l'incapacité temporaire ou définitive de participer à l'administration ou à la direction d'une société ou union de sociétés mutualistes. en cas d'infraction à cette interdiction, les délinquants seront punis d'une amende de 10 à 240 dirhams et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois ou de l'une de ces peines seulement.

Les autres infractions aux dispositions du présent dahir et de textes pris pour son application, sont poursuivies contre les présidents, administrateurs ou directeurs et punies d'une amende de 13 à 18 dirhams.

CHAPITRE IV

Fusion - Dissolution et liquidation des sociétés mutualistes

ARTICLE 29 : La fusion de deux ou plusieurs sociétés mutualistes est prononcée à la suite de délibération concordante de l'assemblée générale de la ou des sociétés appelées à disparaître et du conseil d'administration de la société absorbante. Elle devient définitive après approbation par arrêté conjoint du Ministre délégué au travail et aux Affaires Sociales et du Ministre des Finances.

L'organisme absorbant reçoit l'actif, sous la forme où il se trouve et est tenu d'acquitter le passif.

Toutefois, dans le cas où la réunion d'une assemblée générale est rendue impossible, la fusion peut être approuvée, sur la proposition conseil supérieur de la mutualité dans la forme prévue au premier alinéa ci-dessus.

ARTICLE 30 : La dissolution volontaire d'une société mutualiste ne peut être prononcée que par une assemblée générale extraordinaire convoquée à cet effet par un avis indiquant l'objet de la réunion. Cette assemblée doit réunir la majorité des membres inscrits et le vote doit être acquis à la majorité des deux tiers des membres présents.

ARTICLE 31 : La liquidation d'une société mutualiste est poursuivie sous surveillance d'un représentant du Ministre des Finances.

Il est prélevé sur l'actif social et dans l'ordre suivant, sous réserve des créances privilégiées :

- a)- Le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers;
- b)- Les sommes nécessaires à la couverture des droits acquis par les membres participants et à la restitution à ceux-ci du rapport des cotisations non courues à la date de la liquidation;
- c)- Les sommes égales au montant des dons et legs pour être empotés conformément aux volontés des donateurs ou testateurs, s'ils ont prévu le cas de liquidation.

Le surplus de l'actif social est, le cas échéant, réparti par l'assemblée générale entre d'autres sociétés mutualistes, sur proposition du conseil d'administration et après approbation du Ministre délégué au travail et aux Affaires Sociales.

A défaut de cette répartition dans un délai de six mois suivant la dissolution de la société, le surplus de l'actif social est attribué à une ou plusieurs sociétés mutualistes, par arrêté conjoint du Ministre délégué au travail et aux Affaires Sociales et du Ministre des Finances, pris sur avis conforme du conseil supérieur de la mutualité.

CHAPITRE V

Sociétés mutualistes militaires

ARTICLE 32 : Les sociétés mutualistes constituées dans les Forces Armées Royales sont régies par les dispositions du présent dahir; toutefois, l'avis du Ministre de la Défense Nationale est préalablement requis pour toute décision affectant ces sociétés.

TITRE II

ACTIONS DES SOCIETES MUTUALISTES

ARTICLE 33 : Les sociétés mutualistes peuvent poursuivre les buts prévus à l'article des dispositions législatives en vigueur et compte tenu des prescriptions suivantes :

CHAPITRE I

Risques Vieillesse - Accidents - Invalidité - Décès

ARTICLE 34 : Indépendamment des dispositions législatives relatives au régime obligatoire de sécurité sociale, les sociétés mutualistes peuvent couvrir les risques vieillesse, les risques vieillesse, accidents, invalidité et décès.

La couverture de ces risques ne peut être assurée que par une Caisse autonome au profit des membres participants.

Les sociétés concessionnaires ou gérantes d'un service public, les régies d'Etat et les régies coïntéressées dont le personnel bénéficie d'un statut particulier en application dahir du 5 Rebia II 1364 (20 Mars 1945) relatif au statut du personnel de diverses entreprises ne sont pas soumises aux dispositions du présent article.

ARTICLE 35 : Les modalités de constitution et de fonctionnement des Caisses autonomes mutualistes de vieillesse, d'invalidité, d'accidents et de décès sont déterminées par un règlement approuvé par arrêté conjoint du Ministre des Finances.

L'actif des Caisses autonomes mutualistes est affecté, jusqu'à concurrence du montant des réserves techniques, au règlement des engagements contractés à l'égard des membres participants ou de leurs ayants-droit, par un privilège qui prend rang immédiatement après les privilèges sur la généralité des meubles, instaurés par la législation en vigueur.

Les opérations de chacune des Caisses font l'objet d'un budget spécial et d'une comptabilité séparée.

ARTICLE 36 : Sont applicables aux Caisses autonomes mutualistes visées à l'article 35 ci-dessus, les dispositions du présent dahir concernant l'emploi des disponibilités, le placement des fonds le contrôle sur place des sociétés mutualistes et le retrait d'approbation ainsi que la réglementation des assurances, en ce qui concerne celles de ces Caisses qui sont constituées par les organismes d'assurances.

Les dispositions des articles 19 et 20 du présent dahir relatives au dépôt des disponibilités et au placement des fonds sont applicables aux dites Caisses sous la réserve suivante :

Les Caisses autonomes mutualistes peuvent consentir à la société ou à l'union gestionnaire des prêts en vue de l'organisation d'oeuvres sociales ou de l'acquisition, de la construction ou de l'aménagement des immeubles nécessaires au fonctionnement de leurs services ou oeuvres.

Les caisses autonomes mutualistes peuvent consentir à la société ou à l'union gestionnaire des prêts en vue de l'organisation d'oeuvres sociales ou de l'acquisition, de la construction ou de l'aménagement des immeubles nécessaires au fonctionnement de leurs services ou oeuvres.

ARTICLE 37 : En cas de retrait d'approbation, l'arrêté qui prononce cette mesure détermine en même temps les conditions de la liquidation ou de la prise en charge des engagements pour une autre Caisse autonome mutualiste et les conditions du transfert de l'actif et du passif à cet organisme.

CHAPITRE II

OEUVRES SOCIALES

ARTICLE 38 : Par dérogation aux règles du code de déontologie et à celles du règlement intérieur du Conseil National Provisoire de la Pharmacie, les sociétés mutualistes peuvent :

Signer avec les organisations professionnelles constituées de médecins et de chirurgien-dentiste, des conventions en vue des actes et des soins médicaux et dentaires à dispenser à leurs adhérents.

Si, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'invitation faite par une société mutualiste à une organisation professionnelle de médecins et de chirurgien-dentiste, de conclure une convention, ou dans les six mois qui suivent la dénonciation d'une convention, aucun accord n'est intervenu, les sociétés mutualistes peuvent conclure avec des médecins et chirurgiens-dentistes, des conventions conformes à une convention-type établie par arrêté conjoint du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales et du Ministre de la Santé Publique, pris après avis du conseil supérieur de la mutualité;

Signer avec les organisations professionnelles légalement constituées de pharmaciens, des conventions en vue de se substituer à leurs adhérents pour le paiement du prix des produits pharmaceutiques. Si, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'invitation faite par une société mutualiste à une organisation professionnelle de pharmaciens de conclure une convention, ou dans les six mois qui suivent la dénonciation d'une convention, aucun accord n'est intervenu, les sociétés mutualistes peuvent conclure avec des médecins et chirurgien dentistes, des conventions conformes à une convention-type établie par arrêté conjoint du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales et du Ministre de la Santé Publique, pris après avis du conseil supérieur de la mutualité;

Signer avec les organisations professionnelles légalement constituées de pharmaciens, des conventions en vue de se substituer à leurs pharmaciens, des conventions en vue de se substituer à leurs adhérents pour le paiement du prix des produits pharmaceutiques. Si, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'invitation faite par une société mutualiste à une organisation professionnelle de pharmaciens de conclure une convention, ou dans les six mois qui suivent la dénonciation d'une convention, aucun accord n'est intervenu, les sociétés mutualistes peuvent conclure avec des pharmaciens des conventions particulières qui ne pourront prendre effet qu'après approbation conjointe du Ministre délégué au Travail et aux affaires Sociales et du Ministre de la Santé Publique. A défaut de réponse dans un délai de trois mois, la convention sera considérée comme approuvée;

Créer des oeuvres sociales telles que dispensaires, maternités, consultations de nourrissons et, en général, toutes oeuvres d'hygiène, de prévention ou de cure, ainsi que des maisons de repos et de retraite.

ARTICLE 39 : Les oeuvres sociales ne peuvent entrer en fonctionnement qu'après approbation par arrêté conjoint du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales et du Ministre des finances, d'un règlement annexé aux statuts, qui détermine les modalités de leur gestion administrative et financière. L'acquisition, la construction, l'aménagement dans le cadre de l'ensemble des règles applicables aux établissements privés de même nature et dans les conditions d'équipement et de fonctionnement déterminées par le Ministre de la Santé Publique, de tous les établissements hospitaliers de cure de prévention, de maternité, de maisons de retraite et de repos, sont subordonnés à l'autorisation préalable du Ministre de la Santé Publique donnée après avis du Ministre des Finances.

L'article 4 du présent dahir est applicable aux règlements des oeuvres sociales, en ce qui concerne le dépôt du règlement et des modifications qui y sont apportées.

ARTICLE 40 : Les oeuvres sociales n'ont pas une personnalité juridique distincte de celle de l'organisme fondateur. Les opérations de chacune des oeuvres sociales doivent faire l'objet de comptes séparés.

ARTICLE 41 : Les dispositions des articles 26 et 27 du présent dahir sont applicables d'une part, au transfert des pouvoirs du conseil d'administration à un ou plusieurs administrateurs provisoires, d'autre part, au retrait d'approbation du règlement d'une oeuvre sociale ou d'un service financier.

L'inobservation des conditions d'équipement et de fonctionnement déterminées par le Ministre de la Santé Publique peut entraîner, sur la demande de ce dernier, l'application des articles 26 et 27 aux oeuvres sociales définies à l'article 38.

Le retrait d'approbation peut également être prononcé, après avis du conseil supérieur de la mutualité, lorsque l'oeuvre ne répond plus aux besoins de l'organisme fondateur.

L'arrêté portant retrait d'approbation doit prononcer la liquidation de l'oeuvre dans les conditions fixées par l'article 31.

CHAPITRE III **UNIONS ET FEDERATIONS**

ARTICLE 42 : Les sociétés mutualistes peuvent constituer entre elles des unions qui ont, notamment, pour objet d'organiser des oeuvres sociales ou des services de réassurance commun à l'ensemble des sociétés adhérentes. Ces unions peuvent se grouper en fédérations d'unions de sociétés mutualistes en vue de poursuivre les mêmes buts.

Les unions et fédérations ne peuvent s'immiscer dans le fonctionnement interne des sociétés adhérentes.

ARTICLE 43 : L'assemblée générale des unions et fédérations est composée des délégués des sociétés adhérentes, élus dans les conditions déterminées par les statuts.

Les décisions régulièrement prises par l'assemblée générale sont obligatoires pour les sociétés adhérentes.

ARTICLE 44 : Les dispositions prévues par le présent dahir en ce qui concerne les sociétés mutualistes sont applicables d'une part, aux unions de sociétés mutualistes, d'autre part, aux fédérations d'unions de sociétés mutualistes.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article, 15, les unions et fédérations peuvent contracter des emprunts auprès des sociétés ou unions qui leur sont affiliées, en vue de la réalisation des oeuvres ou services qu'elles sont autorisées à créer.

TITRE III

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MUTUALITE

ARTICLE 45 : Il est créé, auprès du Ministre délégué au Travail et aux Affaires Sociales, un conseil supérieur de la mutualité. La composition et les attributions de cet organisme seront fixées par décret.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

ARTICLE 46 : Les actes intéressant les sociétés mutualistes reconnues d'utilité publique sont exonérés des droits de timbre et d'enregistrement.

Cette disposition n'est pas applicable aux transmissions entre vifs de propriété, d'usufruit, ou de jouissance de biens meublés et immeubles; toutefois, sont exonérés de tous droits de timbre, d'enregistrement et d'inscription à la conservation foncière, les transferts effectués dans le cadre des opérations prévues par les articles 29, 30, 38, 39, 41, et 50.

Sont également exonérés du droit du timbre, les pouvoirs sous seing privé les reçus de cotisations des membres honoraires ou participants, les reçus des sommes versées aux pensionnés ou à leurs ayants-droit ainsi que les registres ou carnets à souche qui servent au paiement des prestations.

ARTICLE 47 : Les allocations, pensions et rentes, servies par les sociétés mutualistes à leurs adhérents, sont cessibles et saisissables, dans les mêmes conditions que les salaires et dans la proportion de 50% Si le titulaire est marié et de 90% dans les autres cas, au profit des établissements hospitaliers.

ARTICLE 48 : Les capitaux en cas d'assurance vie ou décès, y compris les capitaux réservés, sont cessibles, dans les mêmes conditions qu'un salaire annuel égal au cinquième du montant du dit capital.

ARTICLE 49 : Les sociétés mutualistes peuvent stipuler dans leurs statuts qu'elles seront subrogées, de plein droit, au membre participant victime d'un accident, dans son action contre le tiers responsable et dans la limite des dépenses qu'elles auront supportées.

ARTICLE 50 : Les institutions, associations et groupement de toute nature visés à l'article 2 ci-dessus sont tenus, dans le délai de six mois à compter de la publication du présent dahir, de se placer sous le régime des sociétés mutualistes. Jusqu'à l'expiration de ce délai, ils continueront à s'administrer conformément à leurs statuts. Cette transformation s'effectue sans qu'il y ait lieu à liquidation des dits groupements.

ARTICLE 51 : L'arrêté approuvant les statuts de la société mutualiste résultant de la transformation prévue à l'article 50 pourra accorder des délais pour l'adaptation du fonctionnement des nouvelles sociétés aux prescriptions du présent dahir.

ARTICLE 52 : Les placements effectués antérieurement à la publication du présent dahir et non prévus par celui-ci, doivent être réalisés dans les conditions fixés par le Ministre des Finances pour chaque société mutualiste au vu de l'inventaire des biens soumis à réalisation. Les fonds provenant de ces réalisations doivent être réemployés dans les conditions et limites de l'article 20, sous réserve des dispositions spéciales régissant les organismes d'assurance.

ARTICLE 53 : Si la condition de nationalité prévue à l'article 2 ci-dessus ne peut être remplie, l'administration d'une société mutualiste peut être assurée par des non marocains dans la proportion maximum de 50% sous réserve de l'approbation du ministre délégué au travail et aux affaires sociales.

ARTICLE 54 : Le Ministre Délégué au Travail et Affaires Sociale, le Ministre de la Santé Publique, le Ministre de la Défense Nationale et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.